# Document de travail

## Notes et analyses de l'ITCEQ

N° 50 – 2017

# Chaines de valeur et intégration de la Tunisie dans l'économie mondiale

Iheb SAMOUD

Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives
www.itceq.tn

Le présent document de travail est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.
Les résultats, interprétations et conclusions émises dans cette publication sont celles de l'auteur et ne devraient pas être attribués à l'ITCEQ, à sa Direction ou aux autorités de tutelle.

*Cette note est réalisée à l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ) en 2017, au sein de la Direction Centrale de la Compétitivité, par Mr. Iheb SAMOUD*

# Sommaire

Introduction .....5

I. Bref historique des chaines de valeur mondiales et mesure des échanges internationaux .....7

1. Un bref historique des chaines de valeur mondiales .....7
2. Mesure des échanges internationaux..... .8

II. Intégration dans les chaines de valeur mondiales : où en est la Tunisie ? ..... 9

1. De quelle façon la Tunisie intervient-elle dans les chaines de valeur ?..... 9
2. Evolution des IDE en Tunisie ..... 10
3. Evolution des exportations tunisiennes ..... 11

III. Caractéristique de l'intégration de la Tunisie aux chaines de valeur mondiales.....14

1. Décomposition du contenu des exportations brutes en valeur ajoutée .....14
2. Participation aux chaines de valeur mondiales ..... 17
   a. Intégration en amont et en aval .....17
   b. Sources de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations tunisiennes.....19
   c. Indice de participation aux chaines de valeur mondiales ..... 20
3. Positionnement dans les chaines de valeur mondiales..... 21
4. Valeur ajoutée locale dans les exportations tunisiennes .....23

Conclusion et propositions ..... 27

Bibliographie .....29

# Liste des Figures et des tableaux

Figure I.1. Composante d'une chaine de valeur
Figure II.1. Evolution des IDE en Tunisie
Figure II.2. Evolution de la structure des IDE par secteur en Tunisie
Figure II.3. Evolution des exportations tunisiennes en valeur (1995-2015)
Figure II.4. Répartitions géographique des exportations tunisiennes en 2015
Figure II.5. Evolution de la structure des exportations tunisiennes (2004-2015)
Figure II.6. Evolution de la répartition des exportations tunisiennes en biens et services entre 2005 et 2015
Figure III.1. Décomposition du contenu des exportations brutes en valeur ajoutée
Figure III.2. Part du contenu des exportations tunisiennes en valeur ajoutée en 2011
Figure III.3. Part du contenu des exportations tunisiennes en valeur ajoutée en 1995
Figure III.4. Décomposition des importations brutes tunisiennes (1995-2011)
Figure III.5. Décomposition des exportations brutes tunisiennes (1995-2011)
Figure III.6. Intégration en amont et en aval de la Tunisie et de certains pays de comparaison aux CVM (2011)
Figure III.7. Intégration en aval de la Tunisie et de certains pays de comparaison aux CVM en 1995 et en 2011
Figure III.8. Intégration en amont de la Tunisie et de certains pays de comparaison aux CVM en 1995 et en 2011
Figure III.9. Origine de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations tunisiennes (1995-2011)
Figure III.10. Origine de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations tunisiennes (1995-2011)
Figure III.11. Indice de participation aux CVM
Figure III.12. Indice de position dans les CVM
Figure III.13. Indice de position dans les CVM
Figure III.14. Part de la valeur ajoutée locale dans les exportations tunisiennes par secteur en 2011

Figure III.15. Part de la valeur ajoutée locale dans les exportations des principaux secteurs de l'industrie tunisienne en 2011
Figure III.16. Structure des exportations de la Tunisie par régime en %
Figure III.17. Structure des importations de la Tunisie par régime
Figure III.18. Répartition des exportations sous le régime off-shore selon les principaux secteurs d'activités (2005-2015)
Tableau II.1. Décomposition du contenu des exportations brutes tunisiennes en valeur ajoutée (1995-2011)

# Introduction

*Gereffi et Fernandez-Stark, (2011)*[1] *définissent une chaine de valeur comme la gamme complète des activités entreprises pour amener un produit ou un service du stade de la conception au stade de son utilisation finale.*

*Les chaines de valeur mondiales n'ont cessé de prendre de l'ampleur à l'échelle internationale. Elles sont devenues un élément clé du commerce international et constituent un moyen efficace pour répondre aux multiples défis socio-économiques des pays. L'expérience montre que la participation à une CVM affecte positivement le développement, en matière de technologie et de compétence2.*

*La Tunisie, dans son processus d'intégration à l'économie mondiale a misé sur la promotion des exportations ce qui lui a permis d'améliorer l'attractivité de son industrie manufacturière et, par conséquent, de s'insérer relativement dans les CVM. Toutefois, elle n'a pas su profiter au mieux de la délocalisation progressive de certaines activités de l'industrie des pays développés sur son territoire national, notamment en termes de création d'emploi et de croissance économique dans la mesure où ces activités demeurent faiblement intégrées et n'ont pas créé de la valeur ajoutée. Cette situation s'est vue de plus en plus compliquée après la révolution du 14 janvier 2011, où un cycle de dégradation a touché pratiquement tous les domaines de l'Etat. Cependant, les défis pour l'économie tunisienne restent essentiellement la création des secteurs permettant de tirer profit de la valeur ajoutée des produits de base provenant des pays en développement et la compétitivité des secteurs qui ne le sont pas afin qu'ils génèrent des revenus et des emplois. En effet, et pour relever ces défis durement annoncés, l'insertion et la montée en gamme dans les CVM*[3] *pourraient constituer pour la Tunisie une issue pour une meilleure transformation structurelle de son tissu productif. Ceci est d'autant plus vrai que cet objectif compte parmi les orientations stratégiques du pays et ne fait qu'améliorer son intégration. Toutefois et pour tirer profit des CVM dont les avantages ne sont pas immédiats, Les autorités tunisiennes devraient remédier aux insuffisances ayant trait à la capacité productive, à l'infrastructure, aux compétences, au climat des affaires, à l'ouverture et à la facilitation de ses échanges,…etc.*

*Aussi, la Tunisie doit examiner avec soin les coûts et les avantages pour éviter de se retrouver captifs de chaînes de valeur à faible productivité. Pour toutes ces raisons, il est nécessaire de*

---

[1] Gereffi & Fernandez-Stark (2011), *"Global Value Chain Analysis: A Primer"*, Center on Globalization, Governance & Competitiveness (CGGC), Duke University, North Carolina, USA.

[2] *« Diagnostic de la chaine de valeur industrielle : un outil intégré »*, Rapport ONUDI, 2011.

[3] Une entreprise monte en gamme dans une CVM dont elle fait déjà partie lorsqu'elle y crée plus de valeur ajoutée (Gereffi et al, 2001). Il s'agit, pour l'essentiel, de s'éloigner des activités peu qualifiées et gravir l'échelle de valeur ajoutée.

*mieux comprendre le fonctionnement des CVM. Une meilleure compréhension des CVM a un double avantage. Elle permet de mettre en relief les obstacles et les opportunités de la montée en gamme de l'économie tunisienne dans les chaines de valeur mondiales. Elle permet aussi de fournir de nouvelles données et analyses pour les décideurs dans le domaine du commerce, de l'industrie et de l'innovation. Le présent travail s'inscrit dans cette perspective et tentera d'examiner la situation actuelle de l'intégration de la Tunisie dans les CVM. Il s'articule autour de trois parties. La première s'intéresse à l'historique des CVM et les mesures des échanges internationaux. La deuxième traite les étapes franchies par l'économie tunisienne sur le chemin des CVM et la troisième et dernière partie tente d'identifier les principales caractéristiques de l'intégration de la Tunisie aux CVM.*

# I. Bref historique des chaines de valeur mondiales et mesure des échanges internationaux

## I.1/Un Bref historique des chaines de valeur mondiales

Le concept de chaîne de valeur fait référence à l'ensemble des activités liées à la production d'un bien ou service, effectuées par différentes entreprises éparpillées dans plusieurs pays et connectées les unes aux autres par des flux de commerce et d'investissement.[4]

Si le système des CVM retient de plus en plus l'attention du monde économique depuis quelques années à peine, le concept lui-même n'a rien de nouveau. En effet, jusqu'à la fin des années soixante-dix le concept des CVM a été abordé avec peu de travaux sur la "filière" *(Bair, 2005)*. L'idée de base était de retracer toutes les étapes de transformation d'intrants qui conduisent à un produit final afin de décrire le processus aboutissant à cet article *(Hopkins et Wallerstein, 1977)*. Le concept de "filière mondiale" a été introduit plus tard dans l'œuvre de Gary Gereffi (1994), décrivant par exemple la chaîne de vêtements et ce, de matières premières, (le coton, la laine ou de fibres synthétiques) aux produits finis (vêtements).

Dans les années 2000, on a assisté à un changement dans la terminologie de la ***«filière globale»*** à la ***«chaîne de valeur mondiale»***, ce dernier venant de l'analyse du commerce et de l'organisation industrielle comme une chaîne de valeur ajoutée dans la littérature d'affaires internationale (Porter, 1985). Le concept de chaîne de valeur n'est pas vraiment différent de la filière, mais il est plus ambitieux dans le sens où les CVM tentent de capturer les déterminants de l'organisation des industries mondiales (Bair, 2005). Gereffi et al. (2005) fournissent à la fois, un cadre théorique pour l'analyse de la chaîne de valeur et décrivent les différents types de gouvernance mondiale de la chaîne de valeur. En effet, Gereffi et Fernandez-Stark, (2011)[5] définissent une chaîne de valeur comme la gamme complète des activités entreprises pour amener un produit ou un service du stade de la conception au stade de son utilisation finale et au-delà. Porter explique également qu'une chaîne de valeur repose sur l'enchaînement, la succession d'activités étape par étape, jusqu'au produit ou au service final. Chaque étape permet d'y ajouter de la valeur et donc de contribuer à l'avantage concurrentiel de l'organisation.

[4] *« L'investissement en faveur de la montée en gamme de la Tunisie dans les chaines de valeur mondiales »*, OCDE, 2014.

[5] Gereffi & Fernandez-Stark (2011), *"Global Value Chain Analysis: A Primer"*, Center on Globalization, Governance & Competitiveness (CGGC), Duke University, North Carolina, USA.

En outre, il est à souligner qu'une chaîne de valeur comprend les activités suivantes: la conception, la production, la commercialisation, la distribution et le soutien au consommateur final. Ces activités peuvent être réalisées au sein de la même entreprise ou réparties entre différentes firmes. L'ensemble de ces activités productives réalisées par les entreprises au niveau mondial, dans différents lieux géographiques, donne un aspect ***«global»*** aux CVM. Par conséquent, les éléments du produit final peuvent être produits dans de nombreuses régions du monde et montés sous forme de produit final dans d'autres régions, suivant les conditions de la demande, le coût de production et la facilité d'accès au marché. En effet, le processus de production global, à partir de l'acquisition des matières premières jusqu'à la production et l'utilisation finale du produit, est de plus en plus « morcelé », de sorte que chaque activité qui lui ajoute de la valeur peut être exécutée là où l'on trouve les compétences et les matériaux nécessaires à un coût concurrentiel (OCDE, 2007; Feenstra, 1998)[6].

Figure I.1. **Composante d'une chaine de valeur**

## I.2/Mesure des échanges internationaux

Les échanges internationaux de biens et services ont fortement progressé durant ces dernières décennies comme en témoignent les chiffres avancés par les institutions internationales telles que l'OCDE ou l'OMC (à l'exception de la période entre 2012 et 2014, où la croissance du commerce n'a été que de 2,4% en moyenne, soit le plus faible taux enregistré et des années 1975 et 2009, où le commerce mondial a diminué-).[7] Ces échanges couvrent de plus en plus de pays et les mesurer devient beaucoup plus complexe. En effet, les outils traditionnels utilisés pour mesurer cet échange des biens et services et la teneur en

[6] Organisation de coopération et de développement économiques (2007), "*Moving up the (Global) Value Chain*", l'Observateur OCDE, Policy Brief, pp. 1-7.
Feenstra, Robert (1998), *"Integration of Trade and Disintegration of Production in the Global Economy"*, Journal of Economic Perspectives, fall, pp.31-50.
[7] Rapport sur le commerce mondial (2015), OMC.

valeur ajoutée[8] souffrent du bais du double comptage. C'est pourquoi il 'est souhaitable de définir des méthodes plus précises pour établir les statistiques du commerce (*voir Maurer et Degain (2010)).* Dans cette optique vient s'inscrire l'initiative OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée (TiVA) qui consiste à mesurer les échanges selon la valeur qui est ajoutée par chacun des pays intervenant dans le processus de production du bien ou service échangé permettant, de la sorte, de fournir des données probantes qui permettent de cerner les grands enjeux et les mesures.

# II. Intégration dans les Chaines de Valeur Mondiales : où en est la Tunisie ?

## II/1 De quelle façon la Tunisie intervient-elle dans les chaines de valeur ?

La Tunisie souffre aujourd'hui d'un déficit majeur en termes de croissance causé par un concours de circonstances défavorables au développement du pays. L'option adoptée par les gouvernements qui se succèdent depuis la révolution de janvier 2011 pour remédier à ce problème majeur ne semble pas être différente de celles de ses prédécesseurs. La Tunisie a toujours misé sur les investissements directs étrangers et sur l'ouverture de son économie pour relever les défis socio-économiques. Une telle politique, bien qu'elle lui ait permis de franchir des étapes non négligeables dans son intégration[9]dans le circuit international des échanges et de s'insérer, dans une certaine mesure, aux CVM, n'a pas pu résoudre le problème du chômage et de disparité régionale. A cet effet, la progression et la montée de la Tunisie dans les CVM pourraient, sans doute, améliorer sa capacité à surmonter ces défis et ce, moyennant la mise en place d'un climat des affaires favorable, le renforcement des compétences, l'amélioration de la capacité productive et le développement des services…etc. Ces moyens aident non seulement à exploiter la position actuelle du pays dans les CVM mais aussi à mieux identifier les chaines de valeurs potentielles pour lesquelles il pourrait être compétitif.

Plusieurs facteurs tels que les dotations nationales, l'infrastructure, les capacités productives, un climat des affaires favorable, le renforcement des compétences et le développement des

[8] Qui se basent sur une estimation officielle effectuée dans le cadre de la comptabilité nationale, qui regroupe les services du ministère des Finances, la Banque centrale, les douanes et l'Institut National de la Statistique.

[9] Adhésion, en 1995, à l'OMC et signature, en 1996, de l'accord d'association avec l'Union Européenne aboutissant, après 12 ans de démantèlement tarifaire pour les produits industriels, à l'instauration d'une zone de libre échange

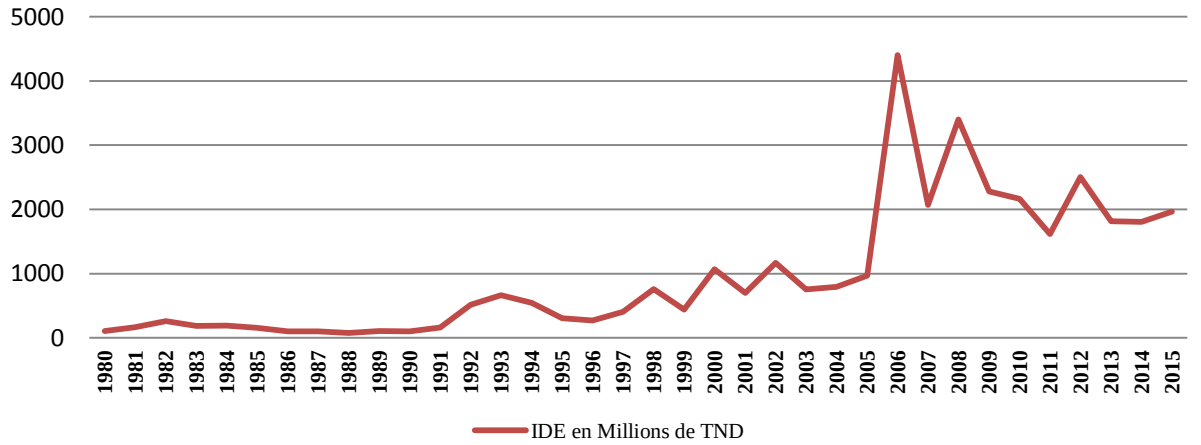
services…etc. influent sur la participation des pays aux CVM et la progression dans les différents secteurs. Ces facteurs sont propres à chaque pays et à chaque chaine de valeur.

## II/2 Evolution des IDE en Tunisie :

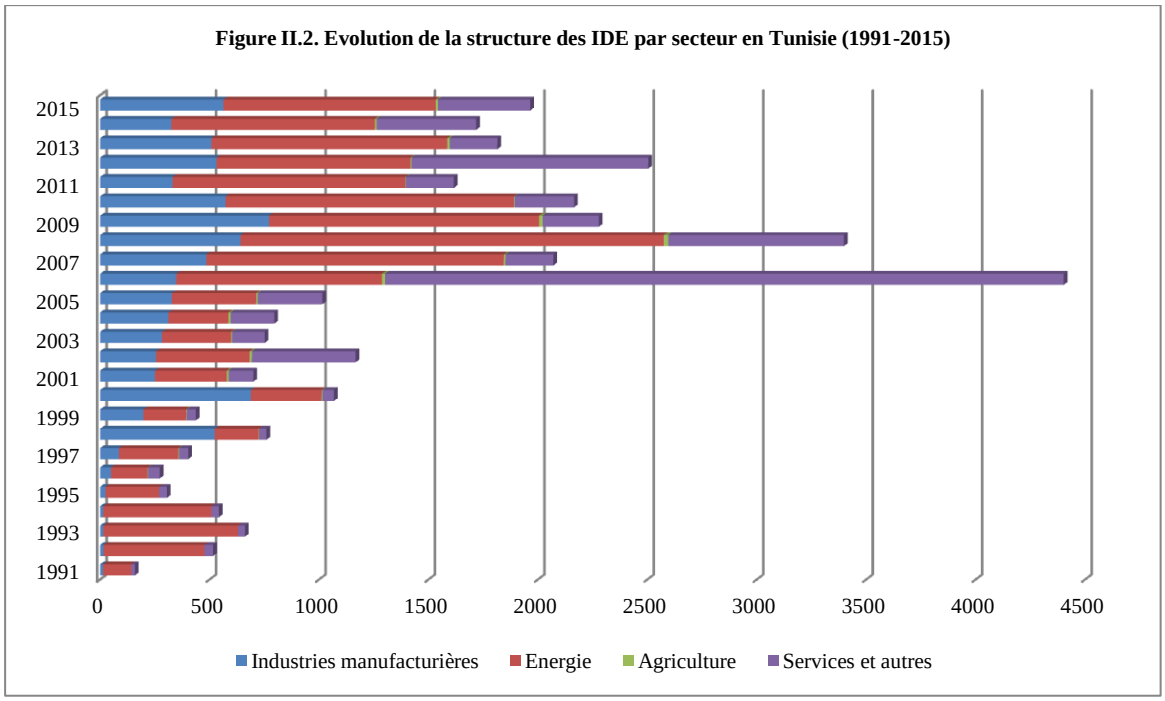
Les investissements directs étrangers en Tunisie sont au centre de la problématique de développement. Ils occupent désormais une place essentielle dans le processus de développement économique et social qui vise le pays. En effet, depuis 1972 et avec la promulgation de la loi d'avril (1972) instituant les avantages substantiels à l'industrie exportatrice, la Tunisie ne cesse de déployer des efforts indéniables pour attirer les capitaux étrangers.

Le processus d'intégration de l'économie tunisienne dans le circuit international des échanges s'est remarquablement accéléré au milieu des années 1990, avec l'adhésion du pays en 1995 à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et avec la signature en 1996 de l'accord de partenariat avec l'Union Européenne. Cet accord a permis le démantèlement progressif des barrières tarifaires et non tarifaires entre les partenaires situés des deux rives de la Méditerranée. Comme conséquence de cet accord on assiste à l'instauration d'une zone de libre échange.

**Figure II.1. Evolution des IDE en Tunisie**




Source : l'auteur à partir des données de la FIPA.



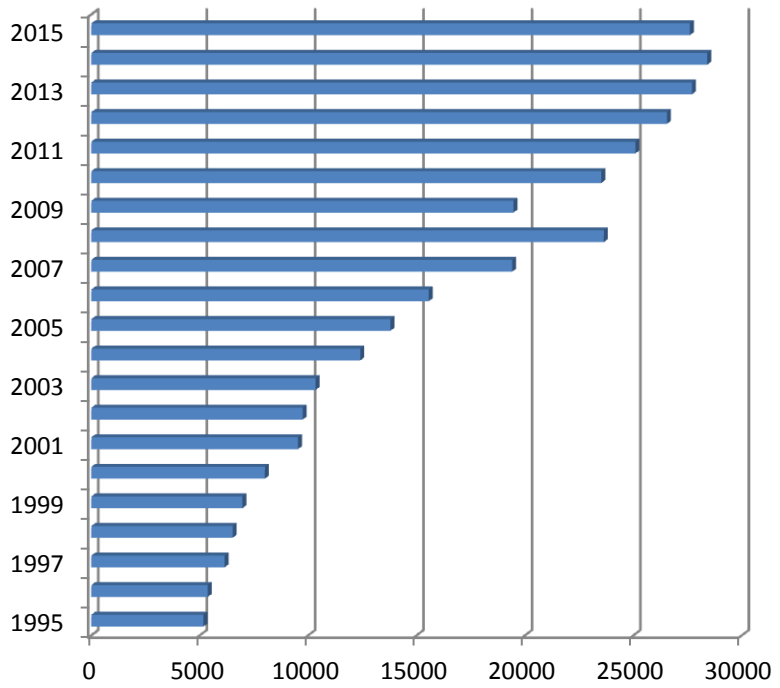

Source : l'auteur à partir des données de la FIPA.

Toutefois, les flux d'IDE attirés par la Tunisie depuis 1990 touchent, dans leur majorité, le secteur énergétique. Ces flux sont destinés principalement à la recherche et l'exploitation des ressources naturelles énergétiques du pays à savoir le pétrole et le phosphate. En effet, et comme le montre le graphique II.2, la part des investissements dans le secteur énergétique représente environ 50 % du total des IDE sur la période 1991-2015. En seconde position, arrive le secteur industriel et celui des services avec pour chacun 25% du total des flux d'IDE. Le premier a bénéficié des opérations de privatisation pendant les années 1990 et reste majoritairement concentré sur l'industrie du textile et habillement. Le deuxième qui concerne le secteur des services a tiré profit de la cession d'une deuxième licence du GSM et la privatisation de 35% des actions de l'opérateur national Tunisie Télécom. Enfin, arrive le secteur agricole avec environ 1% de l'ensemble des IDE drainé par la Tunisie qui, à ce jour, n'a pas pu s'imposer comme secteur attractif pour les investisseurs étrangers.

## II/3 Evolution des exportations de la Tunisie

Les exportations tunisiennes des biens et services ont été multipliées par cinq depuis 1995 et ont changé leur structure. Les échanges commerciaux font apparaitre au cours de 2015 une baisse des exportations (-2,8%).

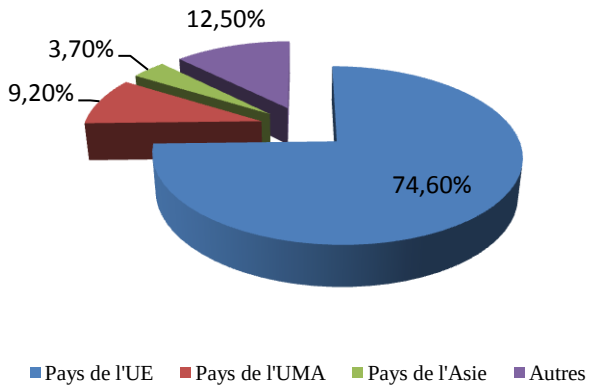
**Figure II.3. Evolution des exportations tunisiennes en valeur (1995-2015) *(Millions de dinars)***




Source : Calculs effectués à partir de l'INS et de la BCT.

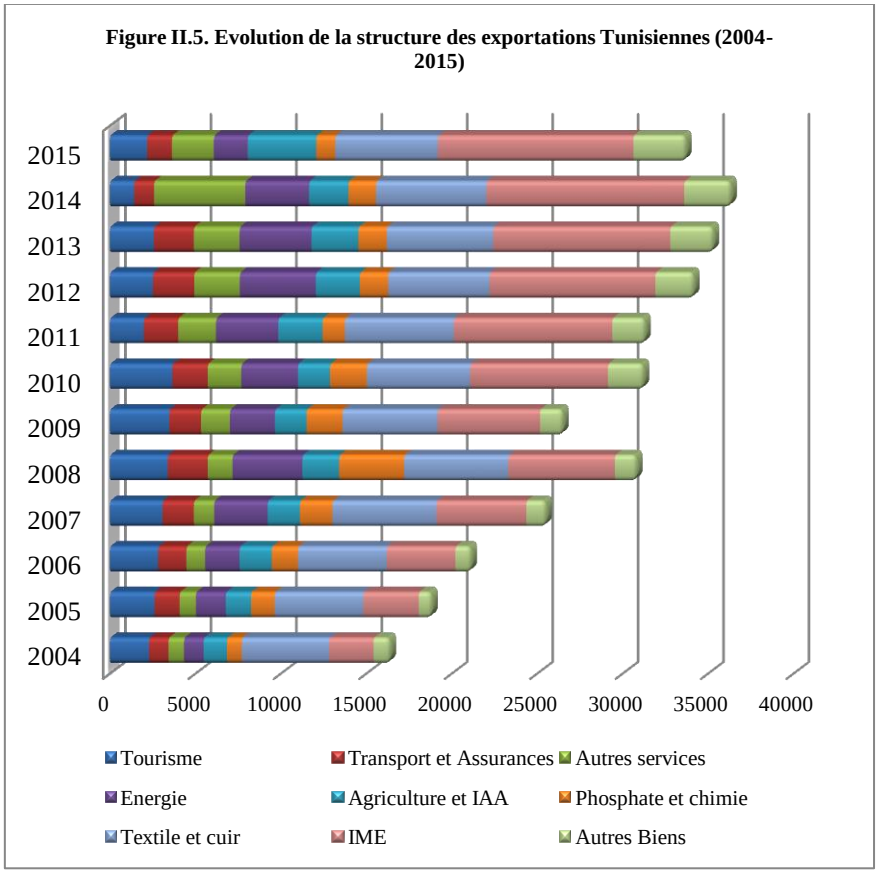
L'UE est le partenaire privilégié de la Tunisie qui continue de préserver son rang de premier débouché occupant, en 2015, 75% du total des exportations tunisiennes. Cette concentration sur l'UE ne fait qu'accentuer la vulnérabilité de l'économie tunisienne quant aux chocs externes. Ceci d'autant plus vrai que la demande dans l'UE croit moins rapidement que d'autres zone, à l'instar de l'UMA[10], de l'Asie et l'Afrique subsaharienne[11].

**Figure II.4. Répartition geographique des exportations tunisiennes en 2015**



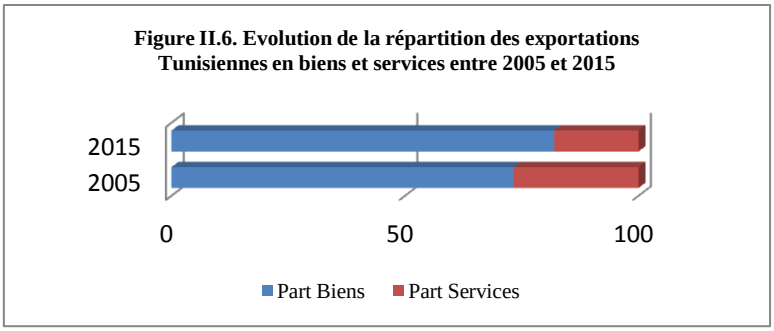

Source : Calculs effectués à partir de l'INS et de la BCT.

[10] Tunisie, Algérie, Maroc, Libye et Mauritanie.
[11] L'UMA a connu une légère hausse de sa part liée surtout à la prédominance de l'Algérie (+4,3%) et du Maroc (+16%).




Source : Calculs effectués à partir de l'INS et la BCT.

L'examen de la structure des exportations tunisiennes par secteur sur la dernière décennie montre que celles-ci sont prédominées essentiellement par deux secteurs à savoir : les IME et le textile, habillement et cuir. En outre, l'évolution de la structure des exportations montre un changement qui s'est effectué essentiellement au détriment des produits d'habillement et au profit des fournitures électriques, de l'énergie, du matériel électrique, ... etc.[12].




Source : Calculs effectués à partir de l'INS et la BCT.

[12] Pour plus d'informations voir le Rapport « Bilan sur la compétitivité externe de l'économie tunisienne », ITCEQ.

## III. Caractéristiques de l'intégration de la Tunisie aux CVM

Notre objectif ici est d'essayer de décrire la situation actuelle de la Tunisie au niveau de son intégration dans les marchés mondiaux et, voir dans quelle mesure, ça peut influencer sa compétitivité. Les statistiques des échanges commerciaux en valeurs ajoutées qui nous sont fournis par la base de données TiVA de l'OCDE et l'OMC vont nous permettre de construire un ensemble d'indicateurs capables de nous fournir des réponses à ce niveau. Ces indicateurs sont :

1. La décomposition de la valeur ajoutée incorporée dans les exportations nationales;
2. La participation aux CVM;
3. La position dans les CVM.

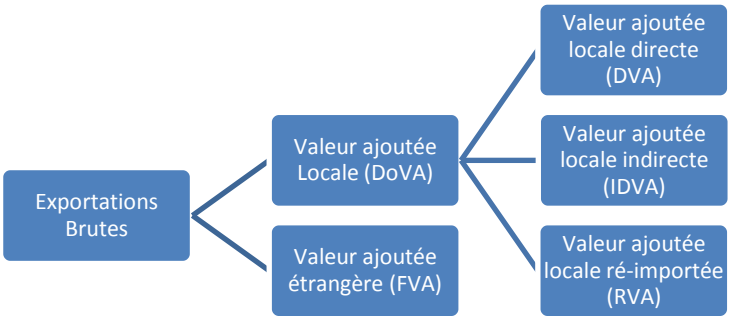
### III/1 Décomposition du contenu des exportations brutes en valeur ajoutée

En ce qui concerne la décomposition de la valeur ajoutée incorporée dans les exportations nationales, les données de la base de données TiVA[13] suivent celles proposées par Koopman et al. (2011). Selon cette méthode, les exportations brutes peuvent être décomposées en :

- Contenu en valeur ajoutée locale directe incorporée (DVA) qui reflète la contribution directe par une industrie dans la production d'un bien final ou intermédiaire ou un service destiné à l'exportation (à savoir la valeur ajoutée exportée en produits finaux ou intermédiaires absorbés par les importateurs directs).
- Contenu en valeur ajoutée locale indirecte provenant des biens intermédiaires produits localement (IDVA). Cela reflète la contribution indirecte des fournisseurs nationaux dans les industries ou les services intermédiaires utilisés dans des exportations des pays tiers. Il s'agit de la valeur ajoutée nationale qui est exportée indirectement vers d'autres pays.
- Contenu en valeur ajoutée locale réimportée (RVA).Cela représente la valeur ajoutée nationale d'un pays qui est réimportée dans les marchandises venant d'un autre pays.
- Contenu en valeur ajoutée étrangère (FVA). Cela reflète la valeur ajoutée étrangère provenant des importations intermédiaires incorporées dans les exportations brutes d'un pays.

[13] L'édition 2015 de la base de données ÉVA comprend 61 pays dont l'OCDE, l'UE28, le G20, la plupart des économies d'Asie orientale et du Sud-est ainsi qu'un certain nombre de pays d'Amérique du sud. La liste des secteurs d'activités comprend désormais 34 secteurs uniques, dont 16 industries de fabrication et 14 secteurs des services. Les indicateurs ÉVA sont présentés pour les années 1995, 2000, 2005 puis de 2008 à 2011.

**Figure III.1. Décomposition du contenu des exportations brutes en valeur ajoutée**




Source: adapted from Koopman al. (2011)

**Tableau III.1. Décomposition du contenu des exportations brutes tunisiennes en valeur ajoutée (1995-2011)**

| | 1995 | 2000 | 2005 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Part de la Valeur ajoutée locale (%)** | *75,31* | *75,72* | *71,91* | *66,74* | *71,03* | *69,86* | *67,63* |
| ***Part de la Valeur ajoutée locale directe (%)*** | 55,52 | 53,41 | 50,97 | 48,49 | 51,37 | 51,47 | 49,3 |
| ***Part de la Valeur ajoutée locale indirecte (%)*** | 19,76 | 22,13 | 20,84 | 17,90 | 19,32 | 18,04 | 18,3 |
| ***Part de la Valeur ajoutée locale réimportée (%)*** | 0,02 | 0,03 | 0,03 | 0,02 | 0,02 | 0,03 | 0,03 |
| **Part de la Valeur ajoutée étrangère (%)** | *24,69* | *24,43* | *28,16* | *33,58* | *29,28* | *30,47* | *32,4* |
| ***Total (%)*** | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source : Calculs effectués à partir de la base de données TiVA.

**Figure III.2. Part du contenu des exportations Tunisiennes en valeur ajoutée en 1995**

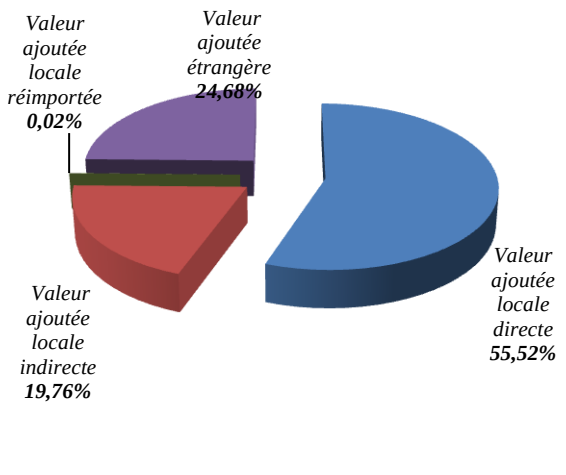
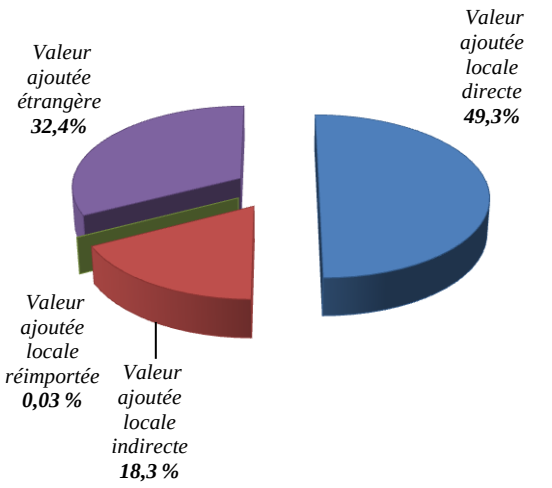



**Figure III.3. Part du contenu des exportations Tunisiennes en valeur ajoutée en 2011**

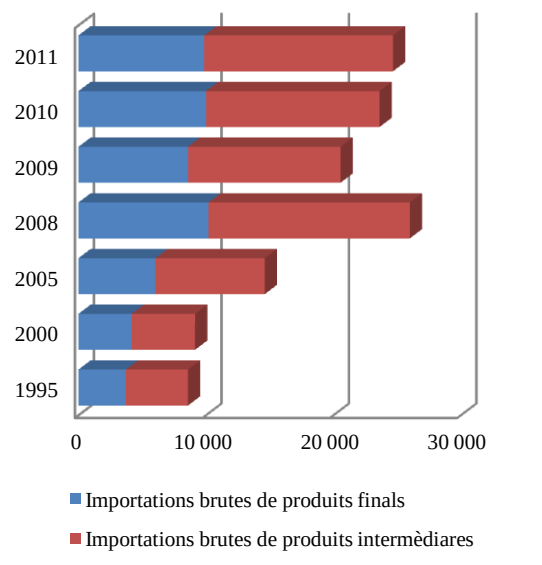



Source : Calculs effectués à partir de la base de données TiVA

Le tableau ci-dessus présente la décomposition complète des exportations brutes tunisiennes comme elle est décrite dans la figure III.1. Chaque colonne du tableau totalise 100% des exportations brutes, vérifiant ainsi que la décomposition est achevée. Cette décomposition fournit une ventilation plus détaillée de la valeur ajoutée dans les exportations domestiques. Les statistiques du tableau montrent un niveau élevé de la valeur ajoutée locale direct *(50 % en 2011)*, un rôle négligeable de la valeur ajoutée locale réimportée *(0,03%)* et un niveau important de la valeur ajoutée étrangère *(32,5%)*.

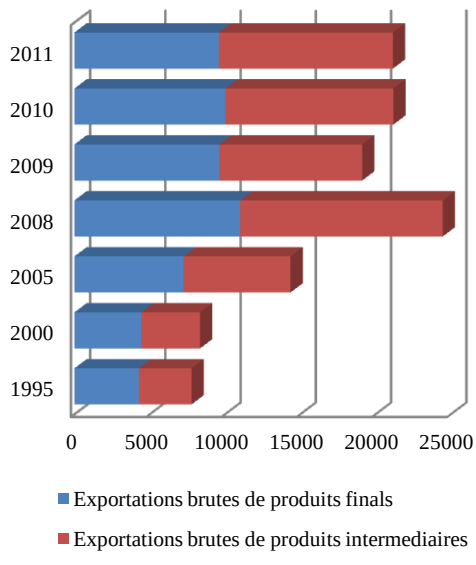
La contribution de la Tunisie en valeur ajoutée domestique directe et étrangère dans les exportations brutes représente plus de *82 %* du total de la valeur ajoutée. Cela suggère que la Tunisie compte beaucoup à la fois sur les intrants importés et sur l'exportation de produits intermédiaires utilisés dans les exportations de leurs partenaires *(Figure III.4 et Figure III.5)*. Ce constat peut être expliqué par la dimension de l'économie d'un pays *(Cattaneo et al, 2013.)*[14], mais aussi par les différences dans les choix de spécialisation adopté par le pays en question. En effet, une spécialisation relative dans la production de biens primaires exige une production locale d'intrants plus importante que leurs importations.

**Figure III.4. Décomposition des importations brutes tunisiennes**




Source : Calculs effectués à partir de la base de données TiVA.

**Figure III.5. Décomposition des exportations brutes tunisennes**




Source : Calculs effectués à partir de la base de données TiVA.

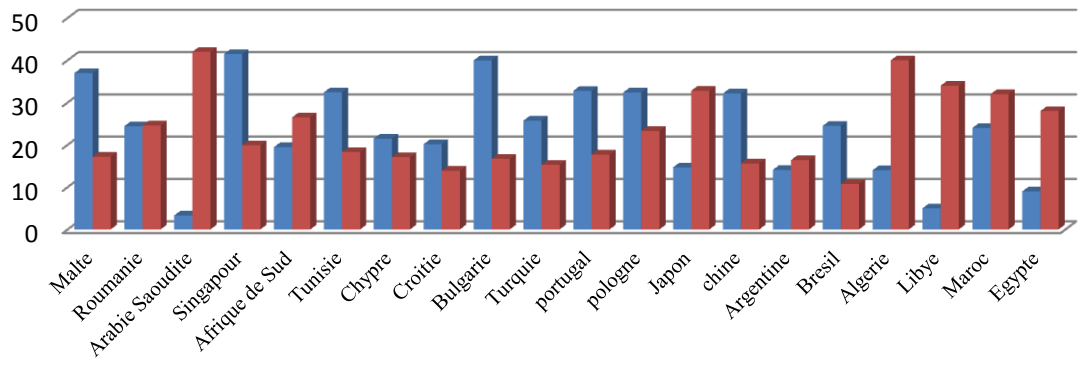
[14] Cattaneo, O., Gereffi, G., Miroudot, S., &Taglioni, D. (2013). Joining, upgrading and being competitive in global value chains: a strategic framework. *World Bank Policy Research Working Paper*, (6406).

## III/2 La participation aux CVM

### a. Intégration en amont et en aval

L'intégration en amont se réfère à la part de valeur ajoutée étrangère dans les exportations d'un pays. L'intégration en aval constitue la part des exportations de valeur ajoutée d'un pays qui se retrouve dans les exportations d'autres pays.

**Figure III.6. Intégartion en amont et en aval de la Tunisie et de certains pays de comparaison aux CVM en 2011**

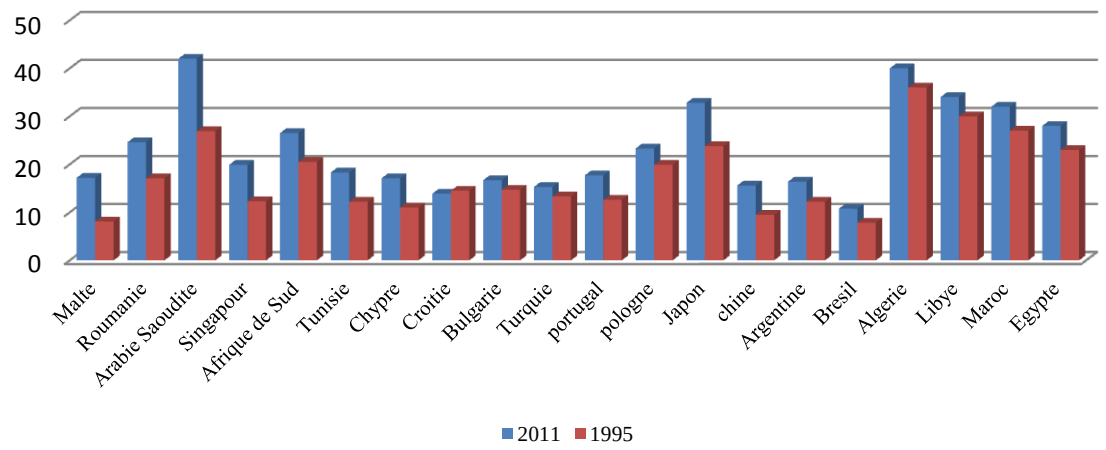



*Source :* Calculs de l'auteur à partir de la base de données EORA et TiVA (2015).

Les figures III.6, III.7 et III.8 présentent les niveaux d'intégration en amont et en aval de certains pays de comparaison avec la Tunisie en 1995 et 2011. La Tunisie affiche un niveau d'intégration aux CVM en amont et en aval similaire aux niveaux des autres pays dans la région *(Sauf pour l'Algérie et la Libye qui affichent des niveaux d'intégrations nettement différents)*, à la différence près que l'intégration an amont est plus importante en Tunisie que celle des autres pays, notamment en raison du dynamisme des importations des biens intermédiaires par les entreprises totalement exportatrices[15].

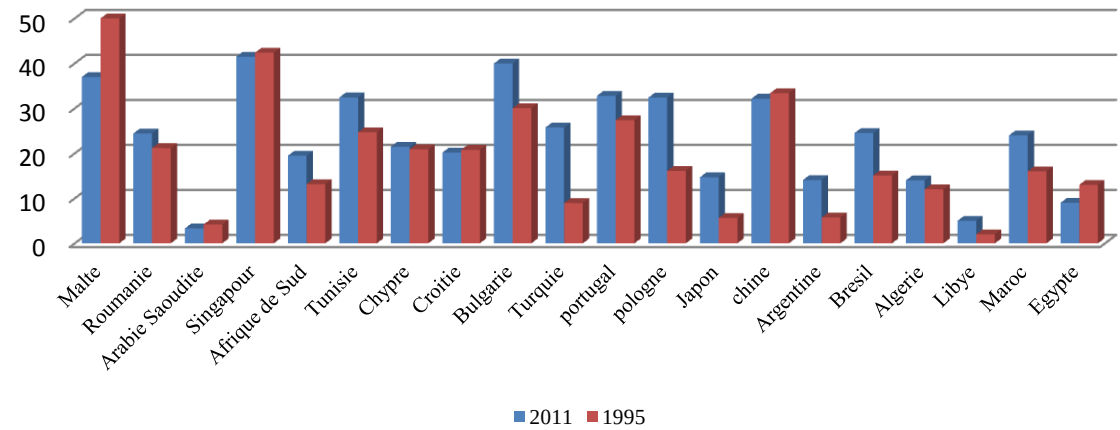
[15] « L'investissement en faveur de la montée en gamme de la Tunisie dans les chaînes de valeur mondiales », OCDE, 2014.

**Figure III.7. Intégration en aval de la Tunisie et de certains pays de comparaison aux CVM en 1995 et en 2011**




*Source :* Calculs de l'auteur à partir de la base de données EORA et TiVA (2015).

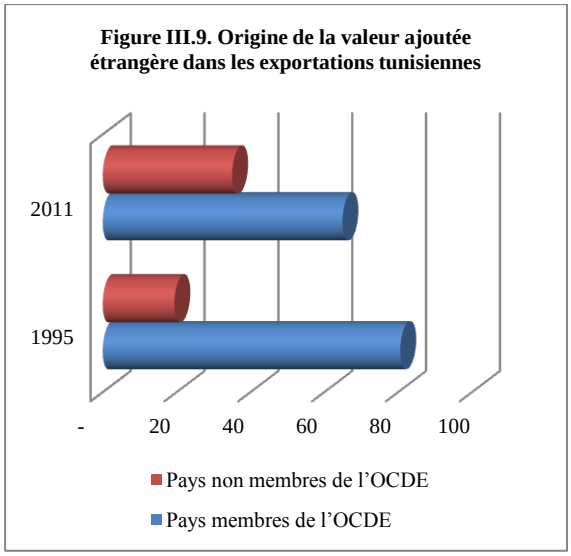
**Figure III.8. Intégaration en amont de la Tunsisie et de certains pays de comparaison aux CVM en 1995 et en 2011**

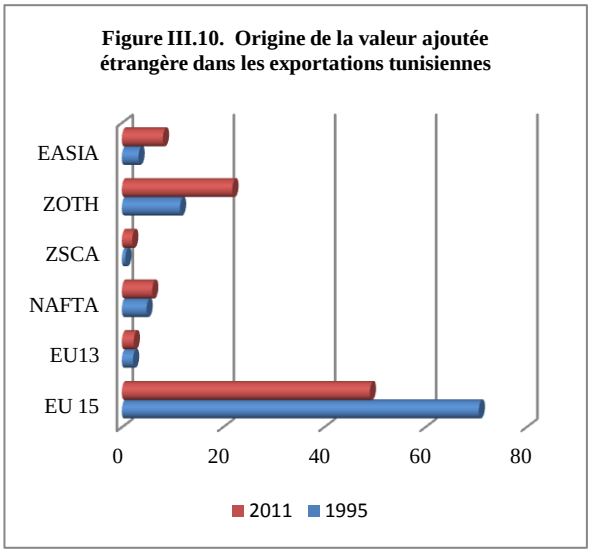



*Source :* Calculs de l'auteur à partir de la base de données EORA et TiVA (2015).

Entre 1995 et 2011, pour la plupart des pays de la région, les deux types d'intégration ont progressé. On peut citer à titre d'exceptions notables le cas de l'Égypte, dont les exportations contenaient moins de valeur ajoutée étrangère en 2011 qu'en 1995. En revanche, leur intégration en aval a augmenté, ce qui indique une évolution vers un accroissement des exportations de ressources naturelles.

### b. Les sources de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations tunisiennes :




*Source :* Calculs de l'auteur à partir de la base de données TiVA (2015).

*Note :*

*EASIA : Japon, Corée, Chine, Hong-Kong (Chine), Taipei chinois.*
*ZOTH : Australie, Israël, Nouvelle-Zélande, Turquie, Inde, Afrique du sud, Arabie saoudite, Tunisie et Reste du monde.*
*ZSCA : Argentine, Brésil, Chili, Colombie et Costa Rica.*
*NAFTA : Canada, États-Unis et Mexique.*
*EU13 : République tchèque, Estonie, Hongrie, Pologne, République slovaque, Slovénie, Bulgarie, Chypre, Croatie, Lituanie, Lettonie, Malte, Roumanie.*
*EU15 : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède, Royaume-Uni.*

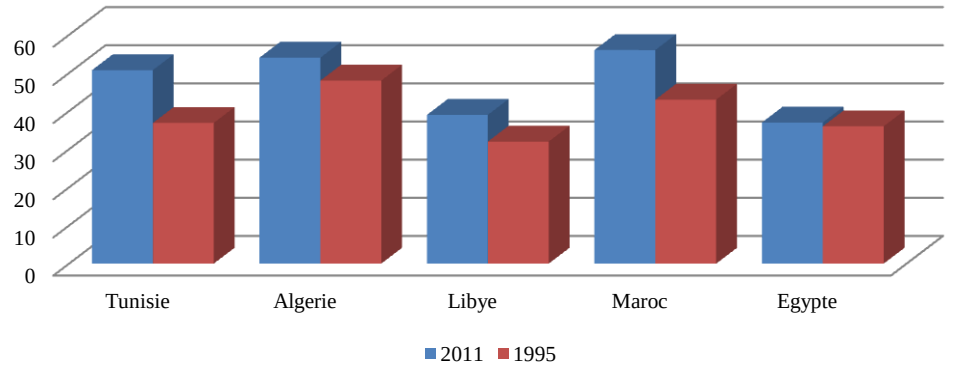
Concernant l'intégration an amont (en 2011), l'Europe (15), les pays de la zone ZOTH et l'Asie orientale constituent les principales sources de valeur ajoutée étrangère incorporée dans les exportations tunisiennes. L'Europe totalise près de 53 % de l'ensemble de la valeur ajoutée étrangère incorporée dans les exportations tunisiennes (France 15,28%, Italie 13 %, Allemagne 7,59% et l'Espagne 4,65 %), la zone ZOTH 22% et l'Asie orientale 8%.

Par rapport à 1995, et comme le montre la figure 5.5, ce même constat est vérifié. Il faut juste noter une légère évolution dans les parts de chacune de ces zones. En effet, l'Europe est à l'origine de plus de 73 % du total de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations tunisiennes en 2005 alors qu'en 2011, elle ne totalise que 53%. La baisse de cette part a été principalement récupérée par les pays de la zone ZOTH et de l'Asie orientale dont les parts de valeur ajoutée étrangère incorporée dans les exportations tunisiennes ont passé respectivement de 11% et 3 % en 2005 à 22% et 8 % en 2011. S'agissant de l'intégration en aval, l'Europe reste la principale destination des produits intermédiaires tunisiens destinés aux chaînes de valeur mondiales.

### c. Indice de participation aux CVM

En combinant le contenu en valeur ajoutée des exportations brutes, il est possible d'évaluer à la fois le niveau de participation d'un pays (ou d'une industrie) en amont et en aval[16] dans les CVM. Ainsi, un premier indicateur, à savoir l'indice de participation aux CVM basé sur les nouvelles mesures du commerce en valeur ajoutée est calculé. Cet indicateur tient compte à la fois, de la teneur des exportations en valeur ajoutée locale indirecte (IDVA) et en valeur ajoutée étrangère (FVA) pour mesurer l'importance et le degré d'intégration d'une économie dans les chaînes de valeur mondiales (CVM). En d'autres termes, l'indice de participation doit rendre compte de l'engagement en amont et en aval d'un pays dans les CVM. Il est exprimé en pourcentage des exportations brutes du pays.

**Figure III.11. Indice de participation aux CVM** *(en pourcentage des exportations brutes)*




*Source :* Calculs de l'auteur à partir de la base de données EORA et TiVA (2015).

La figure III.11 représente l'indice de participation[17] aux CVM des pays de l'Afrique du Nord en 1995 et 2011. Cet indice rend compte de la participation en amont et en aval. Il tient compte de la spécialisation dans les premiers et /ou les derniers stades de la production. Il correspond à la somme de la part de valeur ajoutée étrangère dans les exportations brutes *(participation en amont)* et la valeur ajoutée locale incorporée sous forme d'intrants intermédiaires dans les exportations brutes de pays tiers *(participation en aval)*.

[16] *Note :* L'intégration aval se mesure par la part de la valeur ajoutée exportée par un pays qui est réexportée par le pays importateur.
*Note :* L'intégration amont se mesure par la part de la valeur ajoutée étrangère incorporée dans les exportations d'un pays.

[17] Indice de participation aux CVM = IDVA + FVA

La Tunisie et le Maroc sont les deux pays qui ont le plus augmenté leurs participations aux CVM entre 1995 et 2011, passant ainsi respectivement de 37% à 51 % et de 43% à 56 %. Si la valeur de cet indice attribuée aux petites économies est relativement élevée par rapport aux géants traditionnels de l'économie mondiale comme par exemple les Etats-Unis (44%), la France (47%) ou le Brésil (35 %), cela peut-être expliqué par leur taille qui ne leur permet pas de produire localement une plus large gamme de biens intermédiaires, de telle sorte qu'ils en importent beaucoup plus.

Compte tenu de la définition de l'indice de participation, deux pays peuvent avoir une participation similaire aux CVM, mais leur position dans la chaîne d'approvisionnement peut être très différente. En d'autres termes, les pays peuvent participer aux CVM en se spécialisant dans des activités en amont ou en aval du réseau de production.

### III/3 Le positionnement dans les CVM

Pour une mesure plus complète de l'intégration d'un pays aux CVM, nous présentons un deuxième indice qui s'intéresse à la position d'un pays ou d'une industrie dans les CVM. L'indice de position dans les CVM est l'œuvre de Koopman et al. (2010), il indique si un pays se spécialise dans les premiers stades de la chaine de production ou à la fin. Koopman et al. (2010) définissent l'indice de position dans les CVM comme étant le ratio de l'utilisation de biens intermédiaires fournis par un pays dans les exportations d'autres pays et de l'utilisation par le pays de biens intermédiaires importés dans sa propre production:

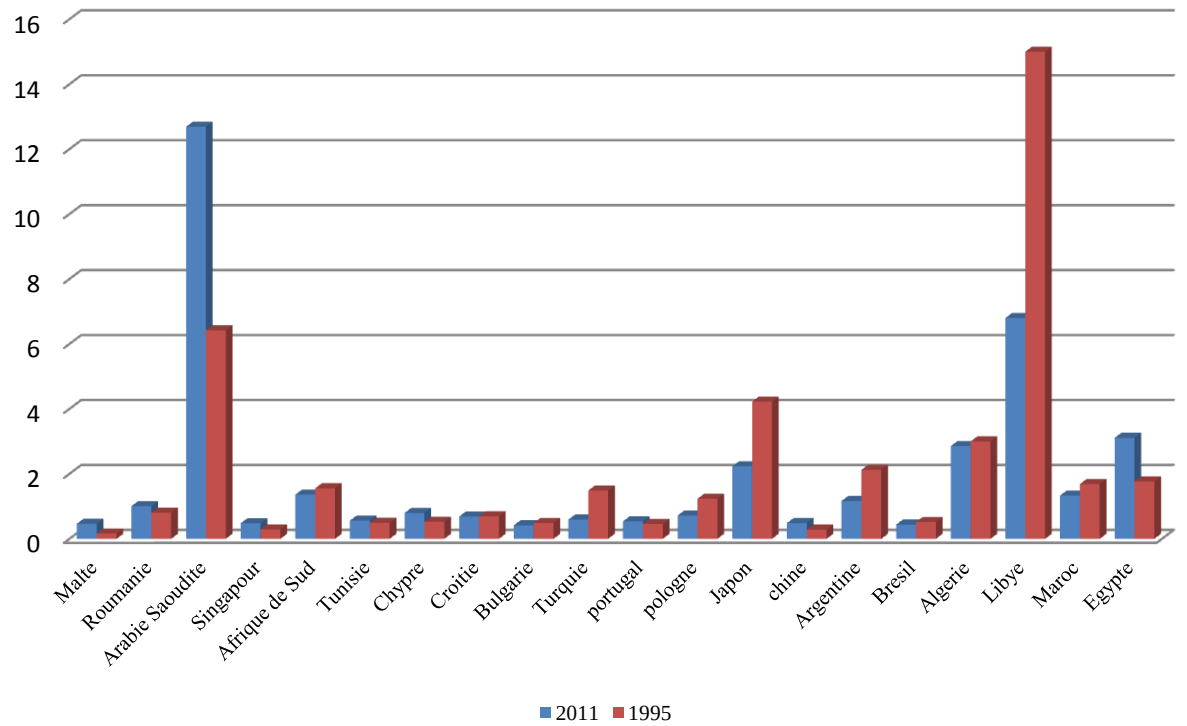
***Indice de Position dans les CVM = (IDVA/EXP) / (FVA/EXP).***

Au niveau mondial, les parts de l'IDVA et de la FVA sont égaux, par conséquent, le rapport moyen IDVA / FVA est égal à 1. Ce qui signifie qu'un ratio supérieur à 1 indique que le pays se positionne en amont dans les CVM. Dans ce cas le pays peut être :

- ✓ Un producteur d'intrants et de matières premières qui sont destinées à l'exportation ;
- ✓ Un fournisseur de produits intermédiaires fabriqués localement qui sont destinés aux pays tiers ;
- ✓ Ou bien en combinant les deux.

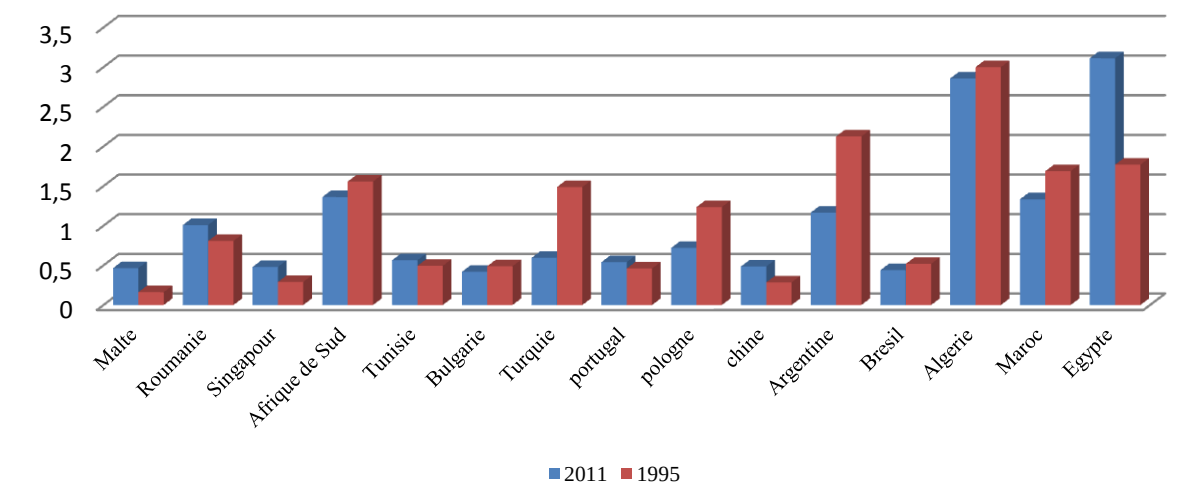
Un ratio inférieur à 1 signifie que le pays se trouve en aval dans les CVM. Cette situation implique que le pays en question utilise une grande partie des biens intermédiaires importés dans sa production des biens finals destinés à l'exportation. En d'autres termes, il se spécialise essentiellement dans les activités d'assemblage (valeur ajoutée à la fin de processus de production).

**Figure III.12. Indice de position dans les CVM**




*Source :* Calculs de l'auteur à partir de la base de données EORA et TiVA (2015).

**Figure III.13. Indice de position aux CVM**



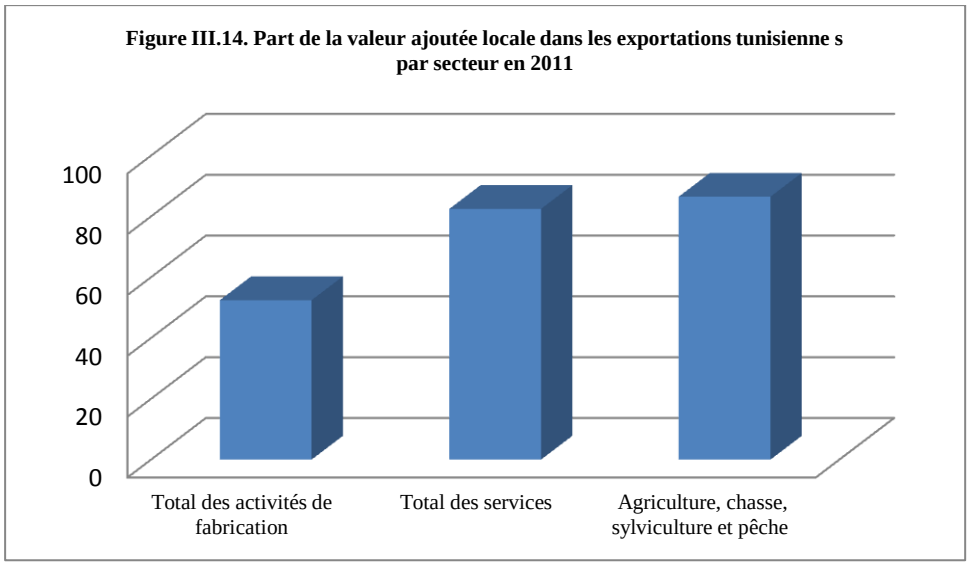

*Source :* Calculs de l'auteur à partir de la base de données EORA et TiVA (2015).

L'indice de position dans les CVM est construit de telle sorte que les pays ayant une plus forte participation en aval qu'en amont enregistrent une valeur supérieur à 1.Ces pays se situent relativement plus en amont dans une chaîne d'approvisionnement. Dans notre cas la Libye et l'Arabie Saoudite ont la position la plus élevée dans les CVM *(avec respectivement 6,8 et 12,6)* et ils sont les plus en amont par rapport aux autres pays de la région. Ceci parait compatible avec le fait que la Libye et l'Arabie Saoudite sont essentiellement des pays exportateurs de ressources naturelles *(Pétrole)*. La Tunisie est relativement située à la fin dans les CVM et son intégration est plus basée sur les produits manufacturiers et se positionne principalement sur les activités d'assemblages, bien qu'il y ait eu une légère évolution de cet indice depuis 1995 passant de 0,49 à 0,56.

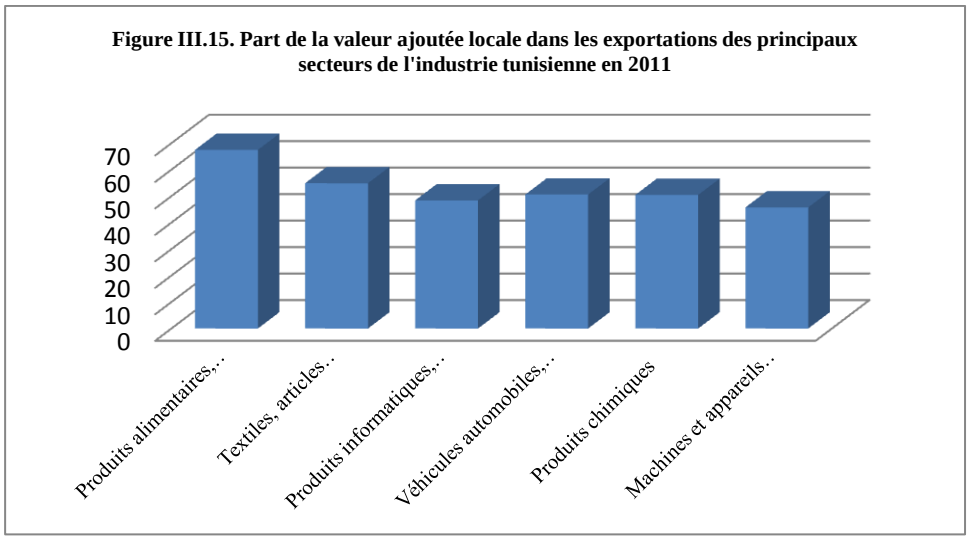
Il convient de noter également qu'il est important de regarder ces deux indicateurs ensemble, afin d'avoir une image correcte du degré d'intégration d'un pays (ou de l'industrie) dans les chaînes de valeur mondiales (Koopman et al, 2011).

### III/4 La valeur ajoutée locale dans les exportations tunisiennes

La teneur en valeur ajoutée domestique des exportations de la Tunisie *(Figure III.14)* reste faible dans les secteurs des industries (moins de 50%). Ce constat peut être expliqué par une grande dépendance à des importations en bien intermédiaires. Cela est principalement dû à une prédominance à des investisseurs dans le secteur off shore, qui importent une large partie de leurs intrants en Tunisie et les réexportent après leur assemblage. Ce dégroupage des échanges montre que les biens intermédiaires sont le moteur principal de la croissance des échanges tunisiens, ce résultat est en parfaite concordance avec les échanges mondiaux.

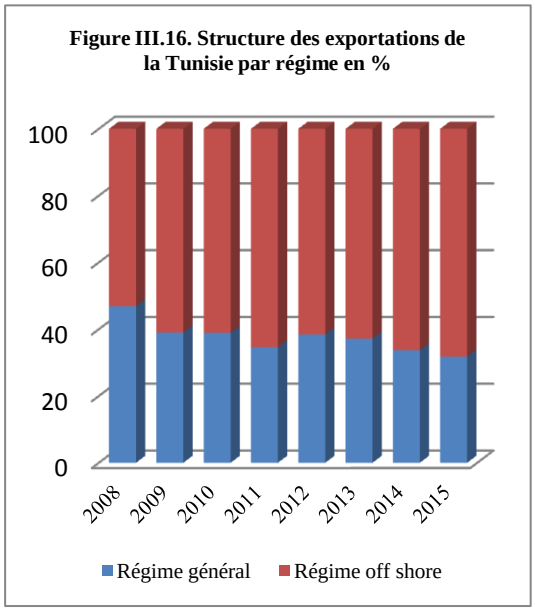



*Source :* Calculs de l'auteur à partir de la base de données TiVA (2015).

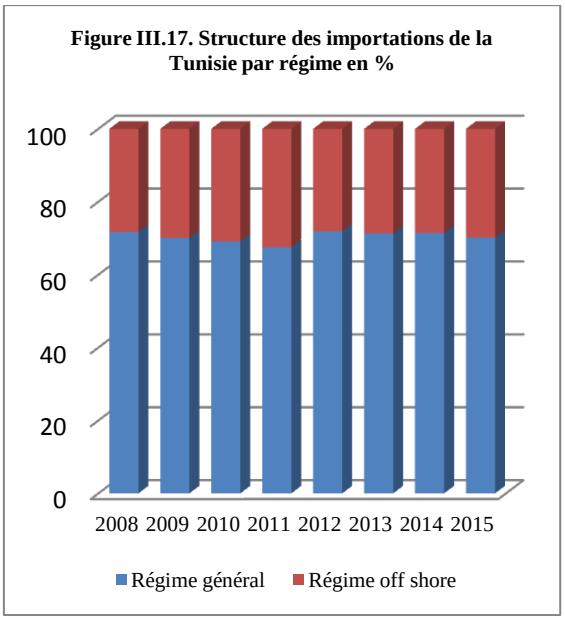



*Source :* Calculs de l'auteur à partir de la base de données TiVA (2015).

Le secteur des services qui constitue près de la moitié des exportations en valeur ajoutée et les industries manufacturières, en particulier le textile et l'habillement et, plus récemment, les IME sont impliqués en majorité dans l'intégration de la Tunisie dans les CVM *(Figure 7.2)*. Le secteur des IME a connu une évolution importante ces dernières années, avec le développement des activités de composants automobiles et aéronautiques. Près de 90% des exportations manufacturières brutes et des IDE dans les principaux secteurs économiques tunisiens, tels que les industries mécaniques, électriques, électroniques et textiles sont l'œuvre d'entreprises opérant sous le régime offshore. Il est important de noter qu'un tel régime a contribué à faciliter l'intégration de la Tunisie aux chaines de valeur globales.

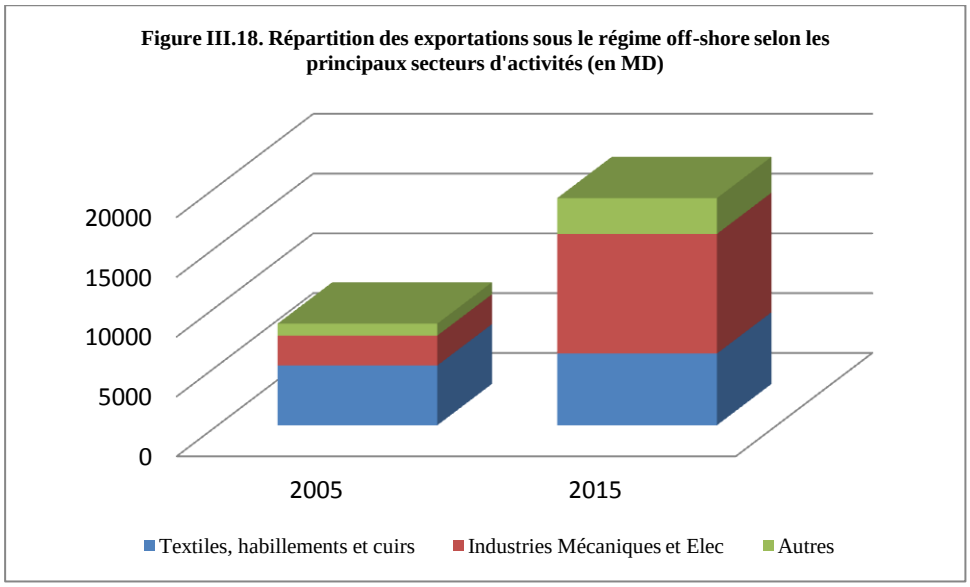



*Source:* BCT et Imputations douanières.




*Source:* BCT et Imputations douanières.

La part des exportations sous le régime off-shore a été toujours largement supérieure à celle des ventes sous le régime général (65% contre 35%). Par contre, la part des importations sous le régime général est prépondérante (70%).




*Source:* Calculs de l'auteur à partir des statistiques de la BCT.

Comme décrit dans les figures ci-dessus, les échanges commerciaux en Tunisie sont fortement stimulés par l'activité du secteur off-shore. Ce dernier a connu une évolution assez remarquable depuis sont instauration avec la fameuse loi de 1972. Les exportations de ce régime ont enregistré une réelle amélioration depuis 2005, ils se sont multipliés par trois.

Dans le même temps, les entreprises du régime général exportent pour un peu plus de la moitié du montant des exportations offshore. Les taux de couverture des deux régimes reflètent leur dynamique différente, entre un régime off-shore couvert à plus de 150% et un régime général couvert à 36% seulement. La décomposition sectorielle des échanges est favorable aux Industries mécaniques et électriques (IME) et à l'industrie du textile. Ces deux secteurs représentent en effet deux tiers des exportations tunisiennes –le reste étant composé des produits pétroliers (15%), de l'industrie agroalimentaire (10%) et des produits chimiques (8%).

## Conclusion et propositions

Le Rapport sur le commerce mondial de l'OMC (2014) estime que 80 % des échanges mondiaux se font au sein des chaînes de valeur, et que 60 % du commerce mondial des marchandises consistent en des biens intermédiaires. Cette nouvelle donne de la participation au commerce mondiale représente une opportunité aux petites et moyennes entreprises (PME) qui souhaitent intensifier leur intégration aux chaînes de valeur pour en tirer les bénéfices. Un tel constat ne fait qu'appuyer la possibilité et la capacité de l'économie tunisienne à s'intégrer et à monter dans les CVM ce qui pourrait améliorer la compétitivité de ses PME, de générer une croissance durable et de créer des emplois décents.

Les chaînes de valeur offrent à l'économie tunisienne la possibilité de se spécialiser dans des produits et des services intermédiaires. Plusieurs secteurs offrent un potentiel de développement important pour la Tunisie, comme la transformation sur place de produits habituellement exportés bruts (hydrocarbures ou produits de l'agriculture), ou la création de produits de niches à forte valeur ajoutée provenant de secteurs traditionnels (textile technique par exemple). La participation de la Tunisie aux CVM reste tributaire de sa situation économique qui souffre de plusieurs difficultés, à savoir une main d'œuvre de moins en moins adaptée aux besoins du marché, des incertitudes politiques, économiques et sociales, des infrastructures logistiques usées et insuffisantes et de la situation économique turbulente dans les pays partenaires suite à la crise de la zone euro.

Pour saisir ces potentialités des CVM, la Tunisie se doit de fournir des efforts considérables dans certains domaines :

- L'amélioration du climat des affaires [18];
- Le renforcement des capacités industrielles et l'adaptation des politiques commerciales aux nouvelles exigences des CVM. Entre autre, il faut évaluer les importations comme les exportations, réduire les retards, abaisser les droits de douane et réfléchir aux mesures réglementaires internes comme à celles qui s'appliquent aux frontières.

[18] Rapport sur le climat des affaires, ITCEQ.

- Le renforcement des infrastructures logistiques puisque l'amélioration des services logistiques, en particulier, est essentielle pour assurer l'efficacité de la participation aux CVM.
- Il faut privilégier l'ouverture multilatérale des marchés, car les obstacles érigés entre des pays tiers, en amont ou en aval, peuvent compter autant que ceux qui sont mis en place par des partenaires directs.
- Il faut engager des réformes du secteur éducatif et de lutte contre la corruption à tous les niveaux. Les CVM exigent des institutions publiques saines qui veillent au respect des termes des contrats, protègent de façon adéquate les droits de propriété et les investisseurs, garantissent l'impartialité du pouvoir judiciaire et luttent contre la corruption.

# BIBLIOGRAPHIE


Antràs, P., D. Chor, T. Fally and R. Hillberry (2012). "Measuring the Upstreamness of Production and Trade Flows", *American Economic Review*, Vol. 102, No. 3, pages 412-416.

Bair, J. (2005), "Global capitalism and commodity chains: Looking back, going forward", *Competition & Change*, Vol. 9, No. 2, pages 153-180.

Center on Globalization, Governance & Competitiveness (2011), North Carolina in the Global Economy, www.soc.duke.edu/NC_GlobalEconomy/index.shtml.

Cattaneo, O. ET S. Miroudot (2013), « From global value chains to global development chains: An analysis of recent changes in trade patterns and development paradigms », in Zedillo, E. ET B. Hoekman (dir. pub.), 21st Century Trade Policy: Back to the Past?, New Haven, University de Yale.

De Backer, K. and N. Yamano (2007). "The measurement of globalisation using international input-output tables", STI Working Paper 2007/8, OECD Publishing.

Dietzenbacher, E. and I. Romero (2007), "Production Chains in an Interregional Framework: Identification by Means of Average Propagations Lengths", *International Regional Science Review*, No. 30, pages 362-383.

Fally, T. (2012). "Production Staging: Measurement and Facts", University of Colorado-Boulder, May.

Foreign Affairs and International Trade Canada (2011), Global Value Chains: Impacts and Implications, Trade Policy Research 2011, A. Sydor (editor), Minister of Public Works and Government Services Canada.

Feenstra, Robert (1998), "Integration of Trade and Disintegration of Production in the Global Economy", *Journal of Economic Perspectives*, fall, pp.31-50.

Gereffi, G. (1994), "The organization of buyer-driven global commodity chains: how US retailers shape overseas production networks", in G. Gereffi and M. Korzeniewicz (eds), *Commodity Chains and Global Capitalism*, Westport, CT: Praeger, pages 95-122.

Gereffi & Fernandez-Stark (2011), "Global Value Chain Analysis: A Primer", Center on Globalization, Governance & Competitiveness (CGGC), Duke University, North Carolina, USA.

Cattaneo, O., Gereffi, G., Miroudot, S., &Taglioni, D. (2013). Joining, upgrading and being competitive in global value chains: a strategic framework. *World Bank Policy Research Working Paper*, (6406).

Gereffi, G. and K. Fernandez-Stark (2010), "The offshore services value chain: developing countries and the crisis", in O. Cattaneo, G. Gereffi, and C. Staritz (eds), *Global Value Chains in a Postcrisis World. A Development Perspective*, Washington, D.C.: The World Bank.

Gereffi, G., J. Humphrey and T. Sturgeon (2005), “The governance of global value chains”, *Review of International Political Economy*, Vol. 12, No. 1, pages 78-104.

Gereffi, G. and J. Lee (2009), “A global value chain approach to food safety and quality standards”, Paper prepared for the Global Health Diplomacy for Chronic Disease Prevention *Working Paper Series*, February.

Globerman, S. (2015), « Les chaines de valeur mondiales : enjeux économiques et stratégiques », Western Washington University et Simon Fraser University.

Rapport de l’ONUDI, « Diagnostic de la chaine de valeur industrielle : un outil intégré », ONUDI, 2011.

Rapport de l’OCDE, « L’investissement en faveur de la montée en gamme de la Tunisie dans les chaînes de valeur mondiales », OCDE, 2014.

Rapport de l’ITCEQ, « Bilan sur la compétitivité externe de l’économie tunisienne », ITCEQ, 2015.
Rapport sur le commerce mondial (2015), OMC.

Rapport de synthèse, OCDE (2013) Economie Interconnectées : Comment tirer parti des chaines de valeur mondiales ?

Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Programme des Nations Unies pour le développement (2014), Les chaines de valeur mondiales et l’industrialisation de l’Afrique : Perspective économique en Afrique 2014. **www.africaneconomicoutlook.org**

OCDE (2014), « Developing value chains: inter-agency knowledge exchange », Comité des donateurs pour le développement de l’entreprise, http://value-chains.org/

Organisation de coopération et de développement économiques (2007), “Moving up the (Global) Value Chain”, l’Observateur OCDE, Policy Brief, pp. 1-7.